

Pierssens, Michel, « Revues savantes : quel avenir ? », dans Benoît Melançon (dir.), *Le savoir des livres*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, p. 71-94.

Revue savantes : quel avenir ?

MICHEL PIERSENS

Université de Montréal

« Notre idée est que les revues en ligne actuelles constituent le point de passage entre les revues savantes d'hier et l'Internet savant de l'avenir. »

PAOLO D'IORIO et NATHALIE FERRAND (2000-2001)

VOICI À PEINE PLUS DE DIX ANS, les *Cahiers de Paris VIII* faisaient paraître, sous la direction de Béatrice Didier et Marie-Claire Ropars (1994), un excellent dossier intitulé « Revue et recherche »¹. Un seul article aborde – au conditionnel – un sujet alors encore incongru, du moins dans le contexte de l'édition en sciences humaines de l'époque :

Serions-nous déjà en mesure de prédire avec certitude la mort prochaine des revues ? La question se pose, à l'heure où se mettent en place les réseaux informatiques qui pourraient bientôt drainer les flots d'information par lesquels la recherche se constitue. Ainsi donc, deux siècles à peine après avoir connu une démographie explosive et accompagné la constitution des disciplines ainsi que leur professionnalisation, ces institutions que sont les journaux scientifiques céderaient le pas à d'autres formes d'organisation et de pratique du travail intellectuel (Chemla, 1994 : 156).

Karine Chemla voyait juste, mais elle était bien la seule à le faire dans ce dossier. Sans doute fallait-il être mathématicienne et sinologue, historienne des sciences, familière du passé lointain, pour aussi bien apercevoir l'avenir.

Aujourd'hui, nous n'en sommes plus aux « si » et aux « peut-être » : un tournant historique irréversible a été pris et rien ne sera jamais plus comme avant. Nous sommes pourtant encore assez proches de l'ancien régime des revues pour en apprécier les singularités

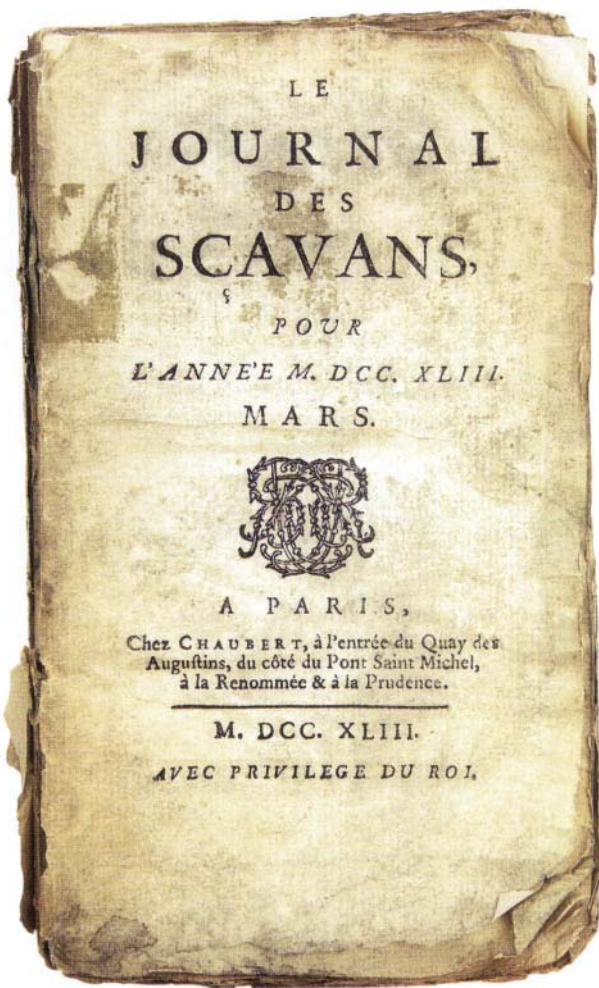
sans nostalgie ; nous sommes en même temps déjà suffisamment engagés dans le régime nouveau pour en apercevoir les conséquences sans effroi. Poser la question de la revue savante en 2005 peut et doit donc se faire en l'envisageant sous ses deux faces : archéologique d'un côté, futurologique de l'autre, rétrospective et prospective, pour tenter de saisir dans toute son ampleur ce que signifie le passage massif à la dématérialisation de ce qui est le principal outil de la communication savante depuis plus d'un siècle.

L'avenir est déjà là

L'avenir est déjà là dans le cas des sciences « dures », avec l'exemple hautement significatif fourni par l'éditeur Elsevier et ses quelque 1600 revues savantes exclusivement accessibles sous forme électronique. Elzévir (la forme française autrefois utilisée), qui représenta pour des générations de bibliophiles le livre savant dans son état le plus accompli ! Il est d'ailleurs amusant de voir comment le marketing d'Elsevier récupère cet héritage historique en mettant en avant sur son site tout ce qui peut rappeler la belle typographie de l'âge du papier : caractères de fonderie, culs-de-lampe, etc.

ScienceDirect², le nom donné par Elsevier à son serveur d'articles scientifiques, exprime toutefois de façon parfaitement claire tout ce qui distingue l'ancien régime du nouveau : l'âge du papier était celui des médiations matérielles complexes, avec de nombreux transferts de support et de lourdes opérations de production, de diffusion, de stockage. Désormais, c'est la transparence et l'immédiateté qui priment, avec un rapport transformé du Savoir au Temps, jusqu'à mimer le système de starisation employé par les médias de masse, avec rubrique des « Top 25 » « Hottest Articles on ScienceDirect.com » : cette liste des 25 articles les plus populaires d'une revue ou d'une discipline est distribuée gratuitement par courriel quatre fois l'an aux abonnés de ScienceDirect. Ce trimestre, il faut avoir lu « Representation of Phonological Categories : A Functional Role for Auditory Columns » (Sussman, 2002), un article de *Brain and Language*.

Le nombre des publications électroniques d'Elsevier peut paraître colossal. Il reste pourtant relativement modeste si l'on cherche à calculer le nombre global des publications périodiques de toute sorte. Une spécialiste, Carol Tenopir, donne quelques chiffres assez vertigineux dans un article du *Library Journal* : « Online Scholarly Journals : How Many ? » (2004) En se fondant sur le répertoire Ulrichsweb.com, elle parvient à dénombrer 180 200 périodiques, dont 43 500 environ qui peuvent passer pour *academic/scholarly*. De ce total, environ 14 600 seraient des publications électroniques, soit près de 30 %. Il va de



Journal des sçavans, Paris, 1743

[84]

XXII. *New Experiments in Electricity: In a Letter from Mr. Ebenezer Kinnerley, to Benjamin Franklin, LL. D. F. R. S.*

Read Nov. 18, 1762, March 24, and April 14, 1763.

S I R,

Philadelphia, Mar. 12, 1761.

HAVING lately made the following experiments, I very chearfully communicate them, in hopes of giving you some degree of pleasure, and exciting you to further explore your favourite, but not quite exhausted, subject, ELECTRICITY.

E X P. I.

I placed myself on an electric stand, and, being well electrified, threw my hat to an unelectrified person, at a considerable distance, on another stand, and found, that the hat carried some of the electricity with it; for, upon going immediately to the person, who received it, and holding a flaxen thread near him, I perceived he was electrified sufficiently to attract the thread.

E X P. II.

I then suspended, by silk, a broad plate of metal, and electrified some boiling water under it, at about four feet distance, expecting that the vapour, which ascended plentifully to the plate, would, upon the principle of the foregoing experiment, carry up some of the electricity with it; but was at length fully convinced, by several repeated trials, that it left all its share

Philosophical Transactions, Londres, 1763 (?)

soi que le sens même de ce que l'on peut entendre par « revue savante » subit une mutation quantique selon que l'on parle de quelques centaines de publications, comme c'était encore le cas vers la fin du XIX^e siècle, ou de dizaines de milliers, comme aujourd'hui (certains parlent même d'un demi-million, selon Carol Tenopir).

Les répertoires comme Ulrich's ne font d'ailleurs que prolonger les grandes entreprises bibliographiques dont la nécessité s'est fait sentir dès les années 1880 devant le développement exponentiel des publications. Laurent Rollet et Philippe Nabonnand (2002), dans une prépublication des Archives Poincaré, ont étudié le cas particulier des mathématiques. C'est en 1885 que la Société mathématique de France a lancé le projet d'un répertoire bibliographique des sciences mathématiques, sous la présidence d'Henri Poincaré :

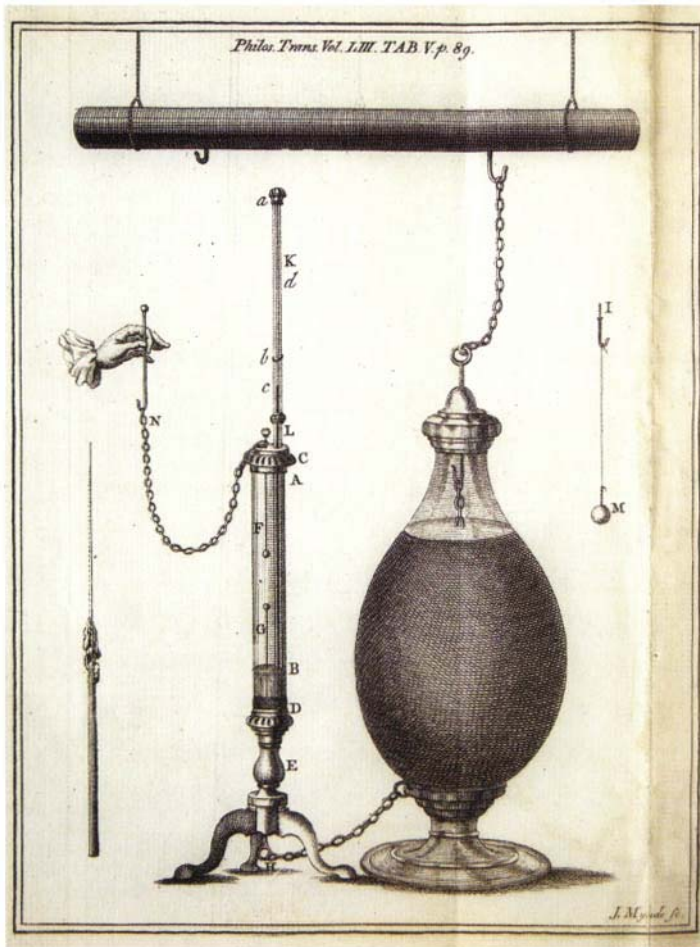
Pour donner un ordre de grandeur, on estime que vers 1700 une quinzaine de journaux contenaient des articles mathématiques ; au XVIII^e siècle, ce chiffre dépassa les 200 et se serait élevé à plus de 600 à la fin du XIX^e siècle. L'augmentation du nombre de revues n'est qu'un aspect de l'augmentation générale de la production d'imprimés durant la période 1850-1900. Quelques chiffres permettent de se faire une idée de l'ampleur du phénomène. En 1851, Joseph Henry, premier secrétaire de la *Smithsonian Institution*, à l'origine du *Catalogue of Scientific Papers*, évaluait à 20 000 volumes annuels l'ensemble de la production littéraire et scientifique ; en 1890, la statistique internationale des imprimés estimait à 100 000 livres la production annuelle ; enfin en 1900, la production mondiale était de 200 000 livres, 76 000 périodiques et entre 400 000 et 600 000 articles (Rollet et Nabonnand, 2002 : 2).

Origines

On peut se demander comment on en est arrivé là. Revenons rapidement en arrière pour rappeler ce que fut le temps d'avant le déluge, celui où trouvent leur origine les revues dites savantes. Il faut en situer l'âge d'or dans la seconde moitié du XIX^e siècle, mais leur première apparition remonte au XVII^e. L'obsession de l'antériorité, si déterminante aujourd'hui dans la compétition entre scientifiques, où quelques jours peuvent faire la différence entre la célébrité et le prix Nobel ou l'obscurité définitive, ne régnait pas encore. Et pourtant, les deux premières revues savantes ont paru à quelques semaines d'intervalle : le *Journal des sçavans* le 5 janvier 1665 et les *Philosophical Transactions* le 5 mars (coïncidence temporelle dont il faut cependant relativiser la signification, comme l'a rappelé Jean-Claude Guédon [2001] en soulignant le caractère déjà « moderne » de l'entreprise lancée par Henry Oldenburg, contrairement au *Journal des sçavans*, resté proche de la culture des salons).

Le rappel de ces antécédents ne relève pas de la simple curiosité archéologique, car l'histoire des savoirs est indissociable de l'histoire de leurs vecteurs et ce n'est qu'en réfléchissant sur leur genèse qu'apparaîtront certains paramètres déterminants pour leur avenir. L'intérêt pour l'histoire des sociétés savantes et de leurs publications a d'ailleurs suscité le lancement d'entreprises souvent remarquables qui mettent à la disposition de l'historien et du chercheur une archive de plus en plus abondante et de plus en plus précise. Ainsi du Scholarly Societies Project de l'Université de Waterloo et de sa subdivision, le *Repertorium Veterrimarum Societatum Litterariarum*. Il s'agit d'une mine d'informations tout à fait considérable. Entre 1323 et 1829, le répertoire repère l'émergence de pas moins de 396 sociétés savantes. La première de toutes est la Compagnie du gay sçavoir, la plus ancienne académie d'Europe. Elle survit toujours sous le nom déjà ancien d'Académie des jeux floraux de Toulouse, après sept siècles d'existence. On sait que le xvii^e siècle a été la période faste de la création des académies, devenues rapidement des symboles de l'intérêt nouveau des pouvoirs politiques pour les organisations consacrées à l'accroissement des connaissances. L'Académie des sciences française, créée en 1666 par Colbert, avait été précédée en 1662 par l'Académie de physique de Caen et, en Angleterre, par la Royal Society, en 1662 également. (Les *Comptes rendus* de l'Académie des sciences, fondés par Arago en 1835, sont aujourd'hui publiés par... Elsevier.)

Dans de nombreux pays, c'est ce scénario caractéristique de l'Ancien Régime qui s'est trouvé appliqué. L'État prend alors lui-même l'initiative de la création des institutions savantes et s'assure par là les moyens du contrôle sur l'organisation de la recherche ainsi que sur les outils de diffusion des connaissances. Les résultats peuvent être spectaculaires. Qu'on pense ainsi à la magnifique entreprise de la *Description de l'Égypte*, qui ne peut se comparer pour les périodes plus récentes qu'à des créations comme celle de la NASA (National Aeronautics and Space Administration) ou du CERN (Centre européen de recherche nucléaire). L'organisation autonome de sociétés savantes, grande affaire des apôtres de la «décentralisation», une idée bien loin d'être neuve puisqu'on en débat depuis le xix^e siècle, peut apparaître comme une alternative à ces créations étatiques. Elle est souvent le fait de groupes provinciaux et elle donnera lieu à des entreprises comme celle des Congrès scientifiques de France, d'Arcisse de Caumont (1802-1873), un archéologue, fondateur de la Société des antiquaires de Normandie, qui a joué un rôle considérable à cet égard. Quelle que soit l'origine de ces institutions et quelles que soient leurs formes organisationnelles, une de leurs fonctions essentielles réside dans la publication de différents types de docu-




Philosophical Transactions, Londres, 1763 (?)

NOUVELLES
 DE LA
 REPUBLIQUE
 DES
 LETTRES.

Mois de Mars 1684.

*Non sumum ex fulgore, sed ex sumo dare
lucem, &c.*

TOME PREMIER.



A A M S T E R D A M,
 Chez HENRY DESBORDES, dans le
 Kalver-Straat, près le Dam.

M. DC. LXXXIV.

Avec Privilège des Etats de Holl. & Westf.



Pierre Bayle, *Nouvelles de la République des lettres*, Amsterdam, 1684

ments : mémoires, monographies, bulletins, « lettres », résumés de débats, qui prendront une forme de plus en plus spécialisée par discipline (alors que la règle était à l'origine celle d'une totale pluridisciplinarité) et structurée selon le mode périodique. La publication de monographies, en association ou non avec des libraires éditeurs à vocation commerciale, vient souvent compléter le dispositif.

L'État, dans le rôle d'éditeur scientifique, est toujours là, même si sa place s'est restreinte. Il subsiste sous la forme, par exemple, de La Documentation française en France³, des Publications officielles au Canada⁴ ou de l'Éditeur officiel au Québec⁵, qui tous trois éditent publications officielles, rapports et documents gouvernementaux, mais aussi des livres et des revues dont certaines peuvent être dites savantes, bien que la plupart relèvent en fait de la documentation au sens étroit. Il faut faire un cas à part pour le travail d'édition réalisé en France par la Réunion des musées nationaux, encore que les ambitions de cet organisme aient été récemment revues à la baisse⁶. L'État a pu réduire son emprise comme éditeur centralisé, mais il reste évidemment très présent sous une forme en quelque sorte subsidiarisée, par le biais du système des subventions devenues indispensables au soutien des activités éditoriales d'une multitude d'organisations à vocation scientifique ou prétendue telle. L'État n'assume donc plus le rôle de direction, il se contente de celui de commanditaire en déléguant la responsabilité proprement éditoriale à des organismes intermédiaires plus ou moins indépendants, de même qu'il remet les décisions budgétaires à des jurys de pairs selon le principe de la *arm's length policy*, un mode opératoire désormais généralisé. C'est ce qui fonde l'idée que les résultats de la recherche appartiennent au domaine public, puisque c'est à tous les niveaux et à toutes les étapes qu'interviennent des financements publics.

Le mouvement actuel très vivace pour un accès gratuit à la publication des résultats scientifiques est la conséquence logique de la prise de conscience que le désengagement politique de l'État s'accompagne d'un réengagement financier massif, sur fonds publics, directement ou indirectement. L'effort financier est indirect dans le cas des universités publiques comme l'Université de Montréal, dont le portail Érudit constitue l'une des réponses les plus intéressantes à la situation actuelle. Du coup, un conflit frontal apparaît inévitable avec le mouvement inverse de privatisation dans lequel se sont lancés de grands éditeurs traditionnels comme Elsevier, lesquels procèdent par contractualisation avec des sociétés savantes ou des groupes de recherche, des laboratoires, etc.⁷ C'est ainsi que l'on voit proliférer de nouveaux titres, tous électroniques, assortis de prix d'abonnement sans commune mesure avec ce que pratiquait l'édition papier. Le véritable mouvement de

SUITE DES
MEMOIRES
DE
MATHEMATIQUE
ET
DE PHYSIQUE,

Tirez des Registres
DE L'ACADEMIE ROYALE
DES SCIENCES,
DE L'ANNÉE M. DCCXXV.



A AMSTERDAM,

Chez PIERRE MORTIER.
M. DCCXXXII.

Avec Privilege de N. S. les Etats de Hollande & de West-Frise

d'eau cette espece de Sac délicat, elle la contenoit d'abord ; mais peu après il la vit transpirer au travers, en forme de rosée, & il n'y en resta pas une goutte: ce qui prouve évidemment qu'elle est poreuse & propre à laisser échapper des sucs. Mais ce qu'elle a de plus singulier, ce sont les changemens qui lui arrivent: au Printems, lorsque le Rat vit autant d'herbes que de racines, on la trouve retirée de dessus la substance charnue autour de laquelle elle est roulée, & très adherante; desorte qu'on ne peut la séparer de l'estomac en cet endroit, sans la déchirer, quoi-qu'elle y soit plus épaisse qu'au paravant. Ce qui a fait penser à M. Sarrazin qu'elle se retire de dessus la substance charnue, pour laisser plus de liberté aux dissolvans de s'échapper des glandes, dans une saison où l'estomac de l'animal doit digérer davantage. Il est confirmé dans cette idée, par un fait qu'il n'a vu qu'une seule fois, & qu'il assure avoir fait voir à plusieurs personnes, & entr'autres à un Chirurgien de Mont-real, où il étoit alors, avec feu M. le Marquis de Vaudreuil Gouverneur-General du Canada. Ayant disséqué au Printems 1722 un Rat mâle, il trouva la membrane dont il est question, partout adherente à l'estomac, & différemment épaisse; elle avoit environ une demi-ligne dans la partie droite & relevée de ce viscere; delà jusqu'au fond qui est contre la ratte, elle approchoit de l'épaisseur d'une ligne. Cette membrane étoit garnie de tubercules dans la partie droite, où ils avoient une ligne en tout sens, & qui y étoient arrangés très régulièrement; de la substance charnue jusqu'au fond

Mem. 1725. X de

*Suite des mémoires de mathématique et de physique,
Amsterdam, 1732*

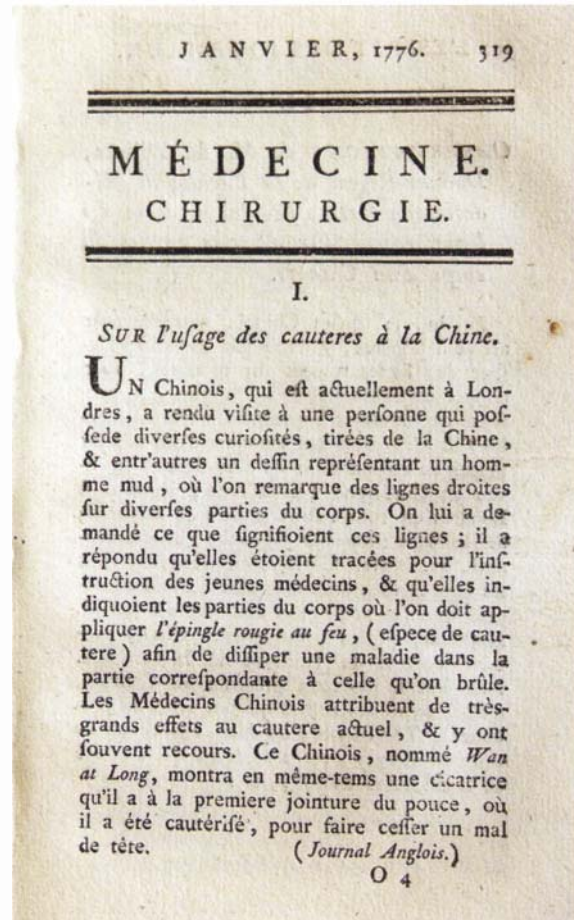
révolte qu'est l'*open access* (le *libre accès*) amène à réfléchir sur les frontières entre le public et le privé en matière d'investissements et de bénéfices. Jamais prises de court, les sociétés comme Ulrich's n'ont pas manqué de répliquer de manière assez perverse par des services comme *ulrichsweb.com*, payants, mais qui organisent l'accès aux publications gratuites ! Les différents aspects de la question ne sont plus désormais tant techniques que politiques, avec pour déclencheur de la crise les problèmes budgétaires que connaissent toutes les institutions et où les bibliothèques, soumises à de multiples pressions contradictoires, se trouvent brutalement projetées sur la ligne de front. La complexité et l'ampleur des enjeux peuvent être mesurées à la difficulté qu'a éprouvée le National Institutes of Health à décider comment répondre à la demande de *public access* (NIH, 2005).

La revue savante aujourd'hui

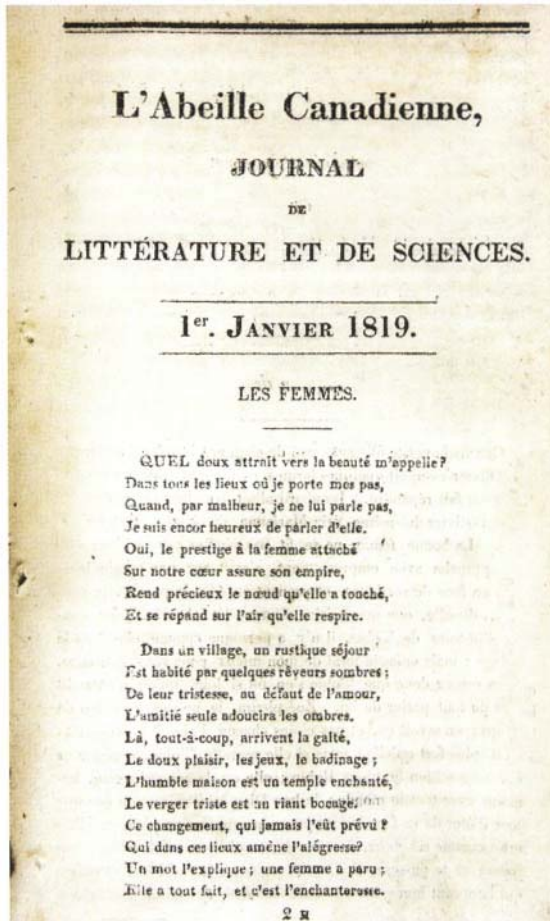
Il faut maintenant reprendre toute la question dans ses différentes dimensions, en sachant donc qu'une rupture historique est en train d'avoir lieu – a déjà largement eu lieu – et qu'il va falloir tout repenser autrement. Je n'examinerai bien sûr pas tous les paramètres mis en jeu, beaucoup trop nombreux, mais j'insisterai sur quelques aspects qui me paraissent particulièrement révélateurs de ce que l'avenir immédiat nous réserve. Je n'examinerai pas non plus la situation des revues de pure science, au sens le plus strict, dont je ne pourrais parler que superficiellement et que je me contenterai d'évoquer au besoin. Dans la suite de ce texte, il faudra donc entendre par « revue savante » un périodique appartenant au champ des sciences humaines en un sens assez étendu, susceptible d'aller de la sociologie à l'histoire littéraire en passant par l'ethnologie ou la linguistique. La distinction est nécessaire, non seulement pour des raisons de compétence, mais également parce que la logistique de la publication dans les sciences dures a pris un tour très éloigné de celui des sciences humaines, nous venons de le voir. La question de la numérisation partielle ou totale, de l'accès libre ou non sont des enjeux infiniment plus considérables dans les sciences pures ou appliquées, avec des conséquences économiques et institutionnelles sans commune mesure avec ce que connaissent les secteurs à jamais privés de l'espoir de créer des industries dérivées et sans aucune perspective de prendre rang pour un quelconque prix Nobel. Savantes, mais d'arrière-garde à bien des égards, peut-être est-ce néanmoins du côté de ces revues qu'il faut attendre quelques surprises, la novation n'étant pas toujours là où on l'attend.

Le circuit des connaissances

La revue savante en sciences humaines, à peine touchée par la tentation de la dématérialisation, a encore tout du conservatoire des techniques de communication anciennes, avec des outils qu'on pourrait croire définitivement dépassés. La simple énumération des étapes classiques de la publication fera apercevoir à quel point il est devenu urgent de procéder autrement, à l'ère de l'informatique. L'auteur prépare laborieusement un article selon les mêmes règles que dans les années 1880, même si l'ordinateur a remplacé le porte-plume et la machine à écrire ; un comité de rédaction prend des semaines pour en faire la lecture, solliciter des avis externes, puis communiquer avec l'auteur pour en obtenir des précisions, des modifications, après quoi l'on fait refaire au produit ainsi transformé et validé tout le circuit déjà parcouru. Mais ce n'est pas tout. Il faut encore compter tout le temps nécessaire pour réaliser l'impression, la diffusion et la mise en place dans les bibliothèques ou (beaucoup plus rarement) en librairie. Tout cela a pu prendre des mois, voire des années. La situation est encore pire pour les recensions, car, à ce premier circuit, incontournable, il faut ajouter le temps de la réception des exemplaires de service de presse, celui de l'identification d'un recenseur, le temps pour ce dernier de lire, puis d'écrire son compte rendu, lequel aboutit à son tour dans le circuit de production de la revue, de telle sorte qu'un compte rendu



L'Esprit des journaux, Liège, 1776



L'Abeille canadienne, Montréal, 1819

ne paraît que très rarement moins d'un an ou deux après la parution du livre qu'il commente. Autrement dit, quand le compte rendu paraît, c'est le livre commenté lui-même qui n'est déjà plus disponible en librairie, puisque le maintien en rayon est aujourd'hui d'environ dix-huit mois, au mieux, et a tendance à raccourcir.

Paradoxalement, la modernisation et la professionnalisation de la recherche depuis le XIX^e siècle n'ont fait qu'allonger et complexifier ces circuits. Tout était beaucoup plus rapide antérieurement. La raison en est que l'auteur d'une communication écrite ne se présente plus comme un membre distingué d'un groupe restreint de savants dont chacun est garant de la qualité de l'autre, mais comme le porte-parole quasi anonyme d'un collectif où se dilue la responsabilité individuelle et dont la crédibilité doit donc être réévaluée à chaque fois. De la même façon, ses

« juges » sont désormais sans identité et sans visage. L'anonymat, à toutes les étapes, est devenu la garantie de la fiabilité. On peut s'en convaincre en voyant la façon dont ces principes se trouvent mis en avant par un grand groupe de presse scientifique. Tous les éditeurs de revue, quelle que soit la discipline, pourraient reprendre l'énoncé suivant à leur compte : il s'agit d'Edimark SAS-DaTeBe SAS, « groupe de presse et d'édition santé » éditeur de 23 revues.

La rigueur scientifique et éditoriale

Éthique garantie, pluridisciplinarité respectée, objectivité et indépendance assurées

La rigueur éditoriale est garantie par :

- Un rédacteur en chef, responsable de la validité et de la nature éthique des articles publiés.
- Un comité de rédaction (composé d'hospitaliers, d'universitaires et de libéraux), force de proposition–sujet, auteurs–qui détermine de façon collective l'orientation éditoriale de la revue.
- Un comité de lecture qui critique en double aveugle chaque article.
- Une équipe de réviseurs professionnels garante du respect de la convention de la presse.

La rigueur scientifique repose sur des experts hospitaliers et libéraux qui participent aux comités scientifiques et de lecture leur apportant une expérience et une compétence reconnues par la communauté médicale.

La rigueur scientifique repose également sur une relation étroite avec les sociétés savantes.

Cette exigence de rigueur trouve sa confirmation par l'indexation de toutes « Les Lettres » dans la base PASCAL (INIST-CNRS) et par l'obtention de la commission paritaire pour chacune des publications⁸.

Sans doute faut-il introduire quelques nuances pour appliquer ceci à ce qui se passe dans le secteur des lettres, des arts, de la philosophie, et peut-être des sciences humaines en général, mais l'on sait bien à quel point ces secteurs s'efforcent eux-mêmes de mimer les procédures des sciences dites dures. Pour autant, il existe encore dans ces secteurs une forte revendication de valorisation individuelle. L'effet « signature » demeure fondamental et les directeurs de revue n'hésitent guère à préférer quelques pages médiocres d'un auteur très connu à un article beaucoup plus long et fouillé mais signé d'un inconnu. D'ailleurs, les signataires d'articles même prétendus savants n'ont pas renoncé à se prendre pour des « auteurs » et ils restent très chatouilleux dès que l'on touche à un aspect quelconque des textes soumis. Les auteurs veulent savoir qui les lit et les juge et ils ne sont pas prêts à abandonner, sans combattre, le contrôle sur la forme finale de leur travail. De même, les lecteurs (membres des comités de lecture, évaluateurs externes) veulent savoir de qui est le texte qu'ils évaluent. L'anonymat total (la procédure d'évaluation en double aveugle, dont il a été question ci-dessus) demeure donc très marginal. Seules des publications comme PMLA (à l'origine, *Transactions and Proceedings of the Modern Language Association of America*) en ont fait une règle, il y a une vingtaine d'années, non sans rencontrer de très fortes

résistances. Le résultat en est d'ailleurs une publication que personne ne lit et qu'on ne cite jamais. Dans les lettres (et beaucoup de sciences humaines sans doute), l'autorité personnelle demeure une valeur incontournable.

La question de l'*auctoritas*

Dans tous les autres domaines, là où s'impose le système de publication des périodiques savants issus des sciences dures, on peut constater que l'autorité a cessé d'être individuelle. En forçant un peu le trait, on dira que les écrits n'ont plus d'auteur ni, en un sens, plus de lecteur, de même qu'ils n'ont plus de style. Plus d'auteur, puisque la signature est collective (parfois des dizaines de noms). Plus de lecteur, puisque le destinataire de l'article n'est plus qu'un rouage dans la machinerie de l'information, qu'un relais dans le processus de confection du facteur d'impact (*impact factor*)⁹.

Il se pose dès lors dans l'édition savante toute une série de problèmes qui remettent en question la façon dont on peut attester l'origine des connaissances, vérifier la manière dont elles se diffusent et influencer jusqu'à un certain point sur leur usage et sur la manière d'en assurer la rétroaction sur les auteurs-inventeurs de connaissances. On peut parler globalement d'un *problème du fiduciaire savant*. Parmi le déluge d'informations qui se déverse quotidiennement sans contrôle par le biais d'Internet, en effet, que et qui croire ? Que citer ? Que reproduire ? C'est toute la question de l'autorité, au sens le plus large d'*auctoritas*. Les revues savantes classiques assuraient de manière parfaitement contrôlable et maîtrisée le rôle de relais essentiel dans le circuit du doute systématique caractéristique de l'épistémologie moderne. L'arrivée de la diffusion électronique non contrôlée ne protège plus du tout contre les perversions du savoir. Nous sommes sortis du régime du tout ou rien : vrais « savants » d'un côté, pseudo-sciences, voire « fous littéraires » de l'autre, bien distingués par leur rapport opposé à l'appareil de la « science officielle » avec ses impitoyables mécanismes de tri. On voit maintenant proliférer au contraire les revues faussement savantes, plus ou moins savantes, sinon carrément frauduleuses. Il faut noter que c'est le cas tout aussi bien dans l'édition monographique où le compte d'auteur plus ou moins déguisé fait des ravages que ne compense qu'en partie sa très réelle utilité face aux carences de l'édition universitaire ou commerciale traditionnelle¹⁰. L'utopie de la suppression des intermédiaires toujours vilipendés, dans le commerce comme dans la vie intellectuelle, trouve là son épanouissement : l'idéal d'une communication transparente et directe du « producteur » au « consommateur » est désormais réalisable – et largement réalisé.

M É M O I R E S
P O U R
L' H I S T O I R E
D E S
S C I E N C E S E T B E A U X A R T S .

Commencés d'être imprimés l'an 1701.
à Trévoux, & dédiés à son Altesse
Serénissime Monseigneur LE PRINCE
SOVERAIN DE DOMBES.

F É V R I E R , 1763.



SE DISTRIBUENT A PARIS ;

Chez { CHAUBERT, Quai des Augustins
à la Renommée & à la Prudence.
LE BRETON, premier Imprimeur
Ordinaire du ROI, rue de la Harpe.

M. DCC. LXIII.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

A V I S .

Le prix de l'abonnement pour les
seize Volumes de ces Mémoires, an-
née 1763, rendus chez les Abonnés,
à Paris ou dans la Province, aux
adresses indiquées, sera à l'ordinaire
de 12 liv. 16 s. Les Personnes qui sou-
haiteront les recevoir francs de port
par la poste, les payeront 17 l. 12 s.

Le Bureau d'adresse pour les abon-
nements, est chez CHAUBERT, Libraire,
rue du Hurpoix, à l'entrée du Quai
des Augustins.

En un sens, le circuit long de la communication des connaissances se condense en un court-circuit qui ressemble curieusement par bien des côtés, au moins formellement, à ce que l'on connaissait au tout début de la communication savante. Le rapport à l'*auctoritas* qui était celui du savant académicien était on ne peut plus direct, puisque ses pairs étaient là, devant lui, en séance. La « publication » se faisait sans aucune autre médiation que la mise en scène des tours de parole dans un espace organisé pour signifier l'égalité. Les juges de la validité du discours n'étaient nullement des abstractions : ils étaient là, *in præsentia*. Le seul filtre était celui de la discussion. Il est remarquable que, depuis la virtualisation de l'assemblée des savants, toute la procédure se déroule au contraire totalement *in absentia*. L'idéal n'en est plus un de coprésence et d'échange entre experts, mais une exigence de distanciation qui veut éliminer toute trace de particularisation des récepteurs. Nous sommes passés d'une société des égaux, universaliste et élitiste, à une égalité virtuelle sans sujet. C'est la réalisation de la vision de Tocqueville dans son introduc-

Mémoires pour l'histoire des sciences
et beaux-arts, Trévoux, 1763

tion à *De la démocratie en Amérique*: « Peu à peu, les lumières se répandent ; on voit se réveiller le goût de la littérature et des arts ; l'esprit devient alors un élément de succès ; la science est un moyen de gouvernement, l'intelligence une force sociale ; les lettrés arrivent aux affaires » (1848 : 3-4). La démocratisation de la science et par la science a bien eu lieu. Ou plutôt : démocratisation des connaissances, la science devenant en fait un énième pouvoir, d'où la dimension profondément politique de la question, soulignée par la problématique de la subvention.

Topologie

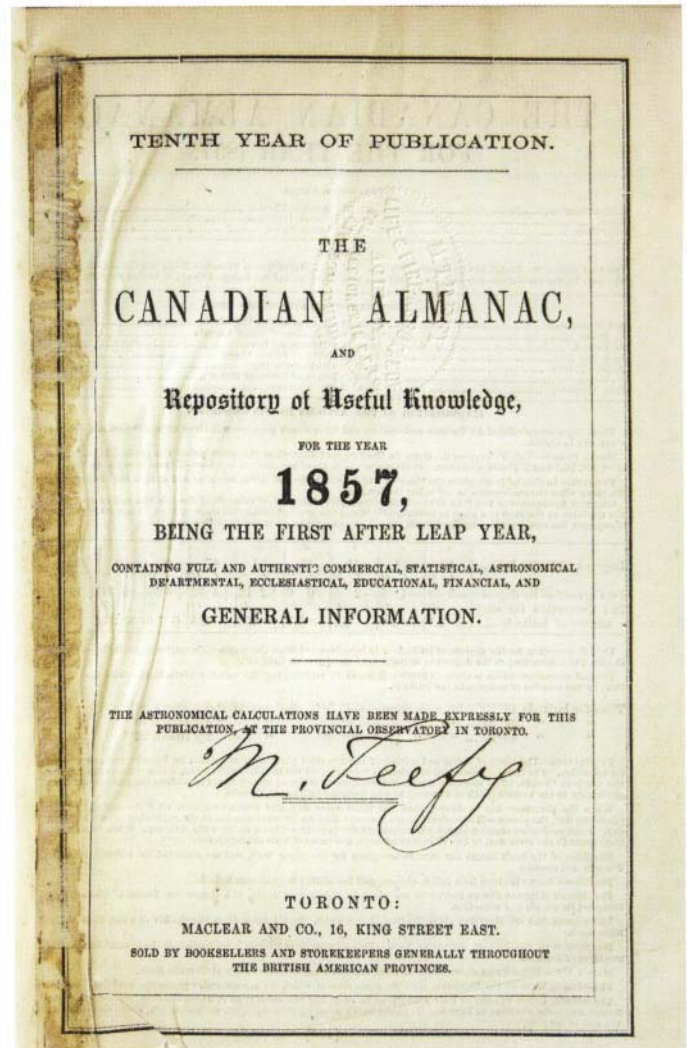
À l'époque où l'auteur de lettres savantes connaissait personnellement chacun des destinataires auxquels il adressait sa missive, le réseau de distribution se confondait avec le réseau personnel de l'émetteur dont l'audience était directement indexée sur ce que l'on pourrait appeler son *indice de sociabilité*. La diffusion en librairie, puis en cabinet de lecture, puis en bibliothèque représente une première déconnexion : la disponibilité du support de diffusion des connaissances est découplée de la disponibilité de leur producteur. L'évolution contemporaine de la topologie du maillage du réseau de diffusion est l'un des facteurs les plus puissants de la transformation des modes de communication savante. Internet ne fait que réaliser le passage à la limite de cette tendance séculaire en globalisant totalement la disponibilité, sur laquelle les coordonnées localisées du producteur n'ont plus aucune incidence. L'entrée dans l'âge des « immatériaux », selon le terme employé par Jean-François Lyotard pour une exposition qui a marqué les années 1980¹¹, ne signifie pas que tout flotte dans une nuée d'irréalité, mais que le consommateur est partout et l'auteur nulle part, le réseau lui-même devenu pure transparence, liens et serveurs invisibles dont nul ne sait où ils se trouvent dans le monde matériel. Les centres d'appel nous font percevoir jusque dans la vie quotidienne cette évolution pascalienne : nul ne sait si l'appel qui vous propose tel ou tel service provient de Singapour ou de l'appartement d'à côté.

Les revues savantes et l'argent

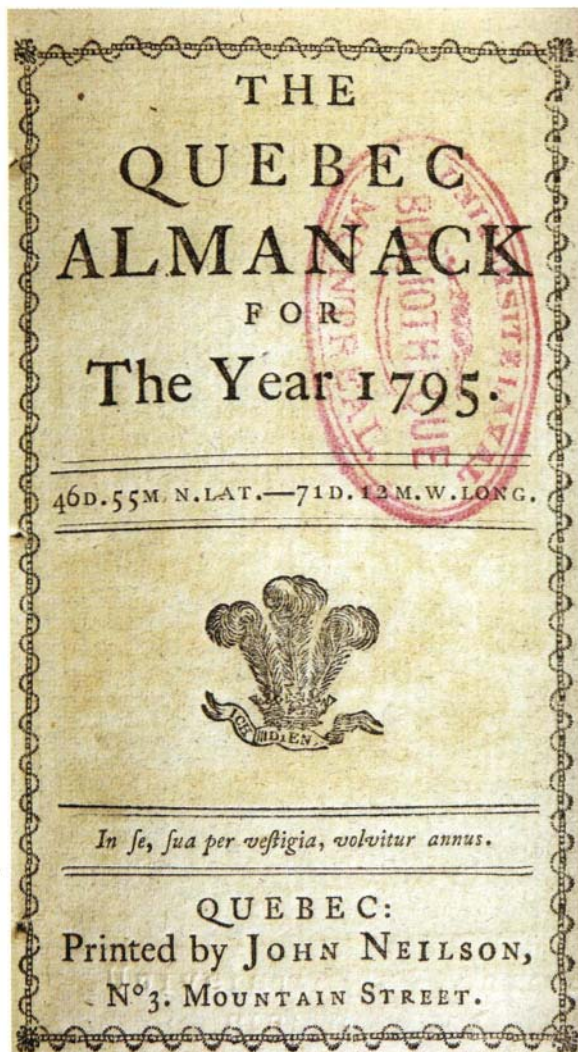
L'ivresse utopique qui avait saisi tous les acteurs du livre à la pensée des conséquences de la révolution qui s'annonçait s'est assez vite dissipée. « The New Age of the Book », proclamé par Robert Darnton dans un article célèbre de 1999, ne s'est pas réalisé tout à fait comme il l'envisageait alors et l'on en est plutôt aujourd'hui à contempler avec désarroi un paysage dévasté. L'un des principaux chocs, inattendu, concerne les effets économiques et financiers de la

mise sur pied des réseaux électroniques qui se substituent désormais de plus en plus, dans le champ des périodiques, aux revues traditionnelles, comme on l'a vu en commençant. L'augmentation faramineuse du coût des abonnements aux revues savantes électroniques oblige à faire face à des questions essentielles : le savoir a-t-il un coût ? Comment le mesure-t-on ? Qui doit payer et comment ? Selon le fournisseur, on oscille entre l'astronomie et la complète gratuité.

Une retombée importante de la sélection des articles par le tamis du marché éditorial réside dans la discrimination beaucoup plus poussée qu'autrefois entre les différents degrés de crédibilité des connaissances transmises par le biais des périodiques. Les revues du XIX^e siècle, très sérieuses pour certaines d'entre elles, n'en laissent pas moins passer des idées et des propositions à fort contenu spéculatif. Il n'en va plus de même aujourd'hui, où les mécanismes de tri séparent avec une très grande rigueur ce qui relève de la science, au sens accepté par la communauté des scientifiques, des savoirs (qui relèvent plutôt de la mise en forme synthétique de ce que l'on connaît déjà, en particulier par le biais de la vulgarisation) et des simples connaissances, lesquelles ne deviennent intéressantes bien souvent que par



The Canadian Almanac [...], Toronto, 1857



The Quebec Almanack [...], Québec, 1795,
page de titre et frontispice

l'originalité de la présentation qui en est faite—simple mise à jour au gré de l'actualité. On voit bien où se trouvent les humanités dans ce schéma.

Comment considérer le dix millième article sur Proust? Apporte-t-il quoi que ce soit de réellement neuf sur l'auteur ou son œuvre? S'agit-il de *science*, de *savoir* ou de *connaissances*? Je n'évoque pas ces questions ici par masochisme (d'ailleurs courant dans ce secteur), pour souligner à quel point les «humanistes» échappent à la modernité scientifique, mais parce que, que cela nous plaise ou non, nous nous trouvons confrontés au problème de l'avenir de nos publications, un avenir qui dépendra en grande partie de la réponse que nous pourrons

donner à des questions comme celles qui viennent d'être posées. Si nous estimons produire de la science, alors il nous faudra rattraper notre « retard » et réaliser enfin la transposition dans notre champ de ce qui s'impose depuis longtemps chez les scientifiques, en particulier quand il s'agira de publier. Cela impliquera de supprimer la rhétorique, de faire bref, de fuir la redondance, d'éviter tout rappel historique et de ne mettre en avant que ce qui est significativement neuf. La publication électronique s'imposera alors comme le seul média rationnel. Si nous revendiquons d'abord un statut de producteurs de savoirs, il en ira un peu différemment et nous n'aurons pas à nous lancer dans l'aventure coûteuse de l'électronique (qui, d'ailleurs, serait prêt à payer ?). Les compilations à finalité plus ou moins pédagogique s'accommoderont toujours du papier sous la forme stéréotypée du manuel à rotation lente mais à public captif. En revanche, si nous nous en tenons à la production et à la dissémination de connaissances, alors tout sera différent : à nous les modes mal régulés de la communication archaïque plus ou moins anarchique et non standardisée, à nous les plaisirs de la conversation sans progrès, à nous l'élan généreux vers la gratuité !

Les scénarios que je pose ainsi en termes de « choix » nous sont-ils réellement ouverts et serons-nous libres de préférer une forme ou l'autre ? Il semble bien que la réponse doive être négative. Puisque les produits de la « recherche » littéraire ne possèdent aucune valeur ajoutée (c'est en ces termes que raisonnent explicitement les éditeurs), il serait illusoire de penser qu'Elsevier viendra nous proposer de mettre sur le marché des revues dont l'abonnement coûterait des centaines ou des milliers de dollars. Si les destinées du livre savant peuvent donner une idée de ce qui attend les revues, il est permis de s'inquiéter. Les enquêtes que j'ai évoquées peignent en effet un tableau des plus sombres : les ventes moyennes des livres, aux États-Unis comme en Europe, semblent bien être tombées aux alentours de 200 exemplaires, au point que la question se pose : pourquoi continuer ? On trouve très peu d'informations précises sur le tirage des revues, mais l'on peut soupçonner, sans grand risque d'erreur, que la situation en est encore pire. La crise des bibliothèques a mis la chose cruellement en lumière : sans abonnements institutionnels et sans subventions, la plupart des revues savantes produites dans le champ des humanités s'effondreraient aussitôt, puisque, si elles ont encore ici et là des abonnés collectifs, les abonnés individuels sont en voie de disparition. Dès lors, pourquoi mobiliser tant d'efforts pour mettre au jour des travaux que personne ne lira ? Seule la loi d'airain du *publish or perish* fait encore tenir le système. Sans la nécessité de publier, sans cesse rappelée à tous les chercheurs débutants, qui se soucierait d'entretenir la machine ? Le paradoxe est donc que la demande est inexistante, mais l'offre plus abondante que jamais, carrière oblige.

Cela doit nous amener à réfléchir à des démarches qui ne soient pas seulement défensives, mais qui permettent de reprendre, jusqu'à un certain point, l'initiative, en réorganisant nos manières de faire. Puisque la valeur de la publication en revue est désormais entièrement symbolique, symbole pour symbole, pourquoi ne pas se défaire pour de bon de tout ce qui pèse et qui coûte inutilement : le papier ? Les humanités paraissent parfaitement adaptées aux modes nouveaux de communication : déjà virtuellement éliminées du marché réel, il ne leur reste plus qu'à devenir réellement virtuelles : universellement disponibles et pratiquement gratuites. Je crois cette évolution inévitable. Il est à parier que c'est dans leur disparition que les revues puiseront à l'avenir toute leur valeur. C'est alors que des outils comme Jstor, Muse, Érudit, Persée, le portail d'Oxford University Press ou celui de la Maison des sciences de l'homme prennent tout leur sens¹².

Le cas d'une revue que j'avais fondée avec quelques amis aux États-Unis il y a trente-cinq ans me paraît particulièrement éclairant à cet égard. *SubStance* a très bien vécu des abonnements pendant une vingtaine d'années, les années glorieuses du structuralisme, du poststructuralisme, du postmodernisme, de la *Theory*. Mais, comme pour beaucoup d'autres revues d'orientation similaire, les années 1990 ont pris un tour préoccupant : baisse des abonnements individuels, coupes dans les abonnements institutionnels. Nous nous retrouvions avec des tirages déclinants et des stocks sans valeur. C'est alors que le miracle Internet a eu lieu : *SubStance* s'est trouvée choisie pour faire partie du premier groupe de revues que les Presses de l'Université Johns Hopkins avaient décidé de mettre en ligne tout en organisant un système de paiement à la consultation : pour chaque article lu ou téléchargé, la revue allait percevoir des royalties¹³. La santé financière de la revue s'en est trouvée retournée du tout au tout : ce qui ne valait plus rien (les anciens numéros, qu'ils soient théoriquement disponibles ou épuisés) se transformait tout à coup en gisement monétaire, en même temps que les nouvelles parutions profitaient de la prime à la nouveauté. Je crois que c'est cette voie que la plupart des revues vont suivre avec de plus en plus d'empressement : la dématérialisation va donner une valeur inattendue aux parutions d'actualité d'un côté (c'est le principe de Muse), tout en offrant une seconde vie aux parutions passées (c'est précisément la vocation de JStor).

Quel avenir ?

Cet enrichissement imprévu va bien sûr permettre de nouvelles entreprises. Il n'en reste pas moins que certains inconvénients parfois graves en sont le corollaire. Il est clair en effet que la pratique de lecture des revues est en train de changer en profondeur. Là où l'abonné

lisait une *revue* (dont il connaissait les choix, le style, les antécédents, etc.), le lecteur virtuel lit un *article*: non plus un ensemble choisi pour son identité, mais un fragment repéré par le biais de descripteurs indifférents à la politique éditoriale de la revue d'où ce fragment peut être extrait. Ce qui fait le sens profond d'une revue: sa politique d'ensemble, les longues délibérations nécessaires pour aboutir à composer un sommaire, tout cela est balayé pour cause de strict utilitarisme. Chaque lecteur compose son itinéraire dans le réseau hypertextuel sans se soucier de l'aspect des carrefours et encore moins de leur histoire. Devenu à son tour une sorte de moteur de recherche indifférent à toutes les contingences et à toutes les marques de différenciation, le lecteur se livre à la pure exploration de données, le *data mining*, libéré de toute temporalité. Dès lors, qu'importe qu'un article ait été choisi par une revue plutôt que par une autre? Les auteurs de manuscrits sont d'ailleurs arrivés par eux-mêmes depuis longtemps à cette conclusion: ils envoient leurs articles, sans y penser à deux fois, au plus grand nombre possible de revues susceptibles de les publier. Une revue, surtout électronique, ne sera donc plus qu'un relais. Dématérialisée, il s'agira d'une publication enfin permanente, jamais épuisée, libérée de toute contrainte imposant une régularité cyclique. Autrement dit: le sommaire ne sera plus qu'une liste arbitraire, toujours en mouvement, et toute périodicité aura disparu. Aussitôt soumis qu'écrit, le manuscrit sera jugé dans l'urgence et « paraîtra » sous la marque de qui l'aura le plus vite accepté, transformant le processus de sélection et d'édition en une sorte de vaste vente aux enchères. Aussitôt mis en ligne, un texte y sera potentiellement accessible pour l'éternité, toujours susceptible de produire un revenu. Vite acheté par le lecteur intéressé et qui ne l'aura repéré qu'en usant d'un moteur de recherche, l'article sera rapidement démembré, copié-collé, devenu matériau pour citation réemployé à son tour dans d'autres articles qui connaîtront bien entendu le même sort, jusqu'à perdre toute marque d'origine et d'identité: la dissémination derridienne enfin réalisée.

Cela n'ira pas sans conséquences. En parlant d'« article », je pensais encore au modèle standard, cloné des milliers de fois dans les revues d'aujourd'hui: une douzaine de pages, une introduction, une conclusion, une trentaine de notes, une vingtaine de citations, quelques bonnes formules, un argumentaire en trois points. N'est-il pas évident que, passé à la moulinette informatique, ce modèle aura vécu? Pourquoi faire du style quand ce que le lecteur recherchera, c'est une information, à la rigueur une idée, mais facilement condensée dans une phrase ou deux, aussi frappantes que possible, ce que les résumés (*abstracts*) offrent obligeamment et gratuitement? Il n'est pas dit qu'on y perde, et peu de gens regret-

teront sans doute les tirades redondantes et les méandres de la prose académique. Les textes seront simples, directs mais imagés, rapides et musclés, isolés du contexte forcé où les comprimaient les sommaires par un voisinage qu'ils n'avaient pas choisi.

Deux possibilités s'ouvriront alors : déléguer la mise en ligne à un comité ou se produire soi-même en court-circuitant tous les intermédiaires. Dans le premier cas, la variabilité des formes d'exposition ramenées à deux ou trois phrases qui seront seules porteuses d'une marque individuelle aura pour contrepartie l'imposition de protocoles de publication réinventés. On ira vers une réduction des volumes de texte et une régularisation antirhétorique des formes, avec un pouvoir nouveau dévolu aux comités : celui de bien servir les singularités, mais sous une présentation électronique normalisée, fioritures des portails mises à part. Dans le second cas, l'individualité et l'identité éditoriales s'exprimeront dans une mise en ligne radicalement autogérée, un ésotérisme assumé, une pratique qui retrouvera la belle variabilité et la créativité des fous littéraires d'antan – avec pour limite une nouvelle forme d'autisme jargonnant, comme le xx^e siècle en a connu quelques épisodes. L'Internet aura enfin permis la conquête d'une extrême liberté, mais d'une liberté capable d'aller jusqu'à cette forme de folie idiosyncrasique que le philosophe Clément Rosset appelle l'*idiotie* : ce qui n'appartient qu'à un seul. Bien sûr, le résultat de tout cela sera une immense cacophonie dont la Toile que nous connaissons aujourd'hui, étourdissante pourtant déjà, ne donne qu'une idée très approximative. Sommes-nous donc condamnés au chaos ? Peut-être pas.

On peut supposer comme je viens de le faire que l'Internet se transformera en un immense conglomérat de monades juxtaposées, sans communication les unes avec les autres. Mais on peut également concevoir que la massification du système de distribution des connaissances débouchera sur l'émergence en apparence paradoxale de cellules occultes, prospérant dans l'ombre, à l'abri de la foule. Des sociétés secrètes s'organiseront, dont le système de cooptation et d'échange reconstituera – surprise ! – les structures mêmes des premières sociétés savantes. Quel média ces sociabilités auto-organisées pourront-elles bien choisir pour leurs échanges ? Il en est un seul qui puisse répondre à leurs besoins, et ce sera le matériau d'avant-garde par excellence : le papier. N'est-il pas seul à même de garantir distinction et pérennité en même temps que densité, compacité, portabilité – tout au contraire de la revue électronique dont la logique en est une de dislocation (dans tous les sens du terme) ? Ces publications quasi clandestines seront rares, très difficiles à trouver, d'une disponibilité extrêmement limitée. On les recherchera pour ce qu'elles seront : des ensembles dont tout aura été pensé, agencé, articulé de sorte que chaque numéro possède une cohérence parfaite.

Université de Montréal

Revue d'Histoire littéraire de la France

SOMMAIRE

- I. **Victor Fournel**, Contemporains et successeurs de Racine. Les poètes tragiques décriés : Le Clerc, l'abbé Boyer, Pradon, Campistron.
Paul Bonnelon, Le différend de Marot et de Sagon (*suite et fin*).
Léonce Pingaud, Eridains et l'abbé Maury.
Émile Picot, Chants historiques français du XVI^e siècle (*suite*).
- II. **Documents**, Lettres de Pierre Charron à Gabriel Michel de la Rochemaillet (L. AUVRAY).
Lettres inédites de Beaumarchais, Galiani et d'Alembert adressées au duc de Villahermosa (MARCELINE MÉNENDEZ PELAYO).
- III. **Mélanges**, Louis de Lesclache (1600-1671) (CH. URBAIN).
A travers les manuscrits de Conrart. La correspondance de M^{me} de Saintot (PAUL D'ESTRÉE).
- IV. **Comptes rendus**, JEANROY ET THELLE. Mystères provençaux du XV^e siècle (PETIT DE JULLEVILLE). — CH. URBAIN. Nicolas Coeffeteau, dominicain, évêque de Marseille, un des fondateurs de la prose française (1574-1623) (ÉMILE ROY). — AUGUSTE REY. Notes sur mon village. Boileau et Sylvie (A. C.). — GUIDO MAZZONI. Il teatro della Rivoluzione, la vita di Molière e altri brevi scritti di letteratura francese (NOLHAC). — MARTIN HARTMANN. Chénier-Studien. Nebst einem Abdruck von Chénier's Bataille d'Arminius, (A. C.). — CH. COUËT. Chateaubriand poète, histoire de la tragédie de Moïse (A. C.).
- V. **Périodiques**. — VI. Livres nouveaux. — VII. Chronique. — VIII. Questions et réponses.



Paris, 5, rue de Mézières
Armand Colin & C^{ie}, Éditeurs

LIBRAIRES DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

Publication trimestrielle de la Société d'Histoire littéraire de la France

SOCIÉTÉ d'Histoire Littéraire de la France

BUREAU :

Président.....	M. Gaston BOISSIER, de l'Académie française et de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.
Vice-Président.....	M. PETIT DE JULLEVILLE, Professeur à la Faculté des lettres de Paris. M. DEZEIMERIS, Correspondant de l'Institut, à Bordeaux.
Secrétaires.....	M. F. BRUNOT, Maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris.
Secrétaire-archiviste.....	M. Paul BONNEFON, bibliothécaire à l'Arsenal, à Paris.
Treasury.....	M. Armand COLIN, Éditeur, à Paris.

Conseil d'administration :

<p>MM.</p> <p>Bengesco (Georges), Ministre plénipotentiaire de Roumanie à Bruxelles et à La Haye.</p> <p>Chaquet (A.), Professeur au Collège de France, à Paris.</p> <p>Claretie (Jules), de l'Académie française, Administrateur général de la Comédie-Française.</p> <p>Clédat, Doyen de la Faculté des lettres, à Lyon.</p> <p>Courbet (Ernest), Receveur municipal de Paris.</p> <p>Crouslé, Professeur à la Faculté des lettres, à Paris.</p> <p>Doumic, Professeur au collège Stanislas, à Paris.</p> <p>Eichthal (Eugène d'), à Paris.</p> <p>Faguet (Emile), chargé de cours à la Faculté des lettres, à Paris.</p> <p>Larroumet, Membre de l'Institut, chargé de cours à la Faculté des lettres, à Paris.</p> <p>Lavisse (Ernest), Membre de l'Académie française, Professeur à la Faculté des lettres, à Paris.</p> <p>Lemaître (Jules), Homme de lettres, à Paris.</p> <p>Lenient, Professeur à la Faculté des lettres, à Paris.</p>	<p>MM.</p> <p>Margerie (A. de), Doyen de la Faculté catholique des lettres, à Lille.</p> <p>Monod (Gabriel), Directeur-adjoint à l'École pratique des Hautes-Études, Maître de conférences à l'École normale supérieure, à Paris.</p> <p>Nolhac (de), Maître de conférences à l'École des Hautes-Études, Conservateur du Musée national de Versailles.</p> <p>Omont (Henri), Conservateur-adjoint au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris.</p> <p>Paris (G.), Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France, à Paris.</p> <p>Picot (Emile), Consul honoraire, Professeur à l'École des Langues orientales, à Paris.</p> <p>Rébellian (Alfred), Bibliothécaire-adjoint à l'Institut, à Paris.</p> <p>Rousselot (l'Abbé), Professeur à l'Institut catholique, à Paris.</p> <p>Servois, Garde général des Archives nationales, à Paris.</p> <p>Tamizey de Larroque, Correspondant de l'Institut, à Gontaud, par Marmande.</p> <p>Tourneux (Maurice), Homme de lettres, à Paris.</p>
---	--

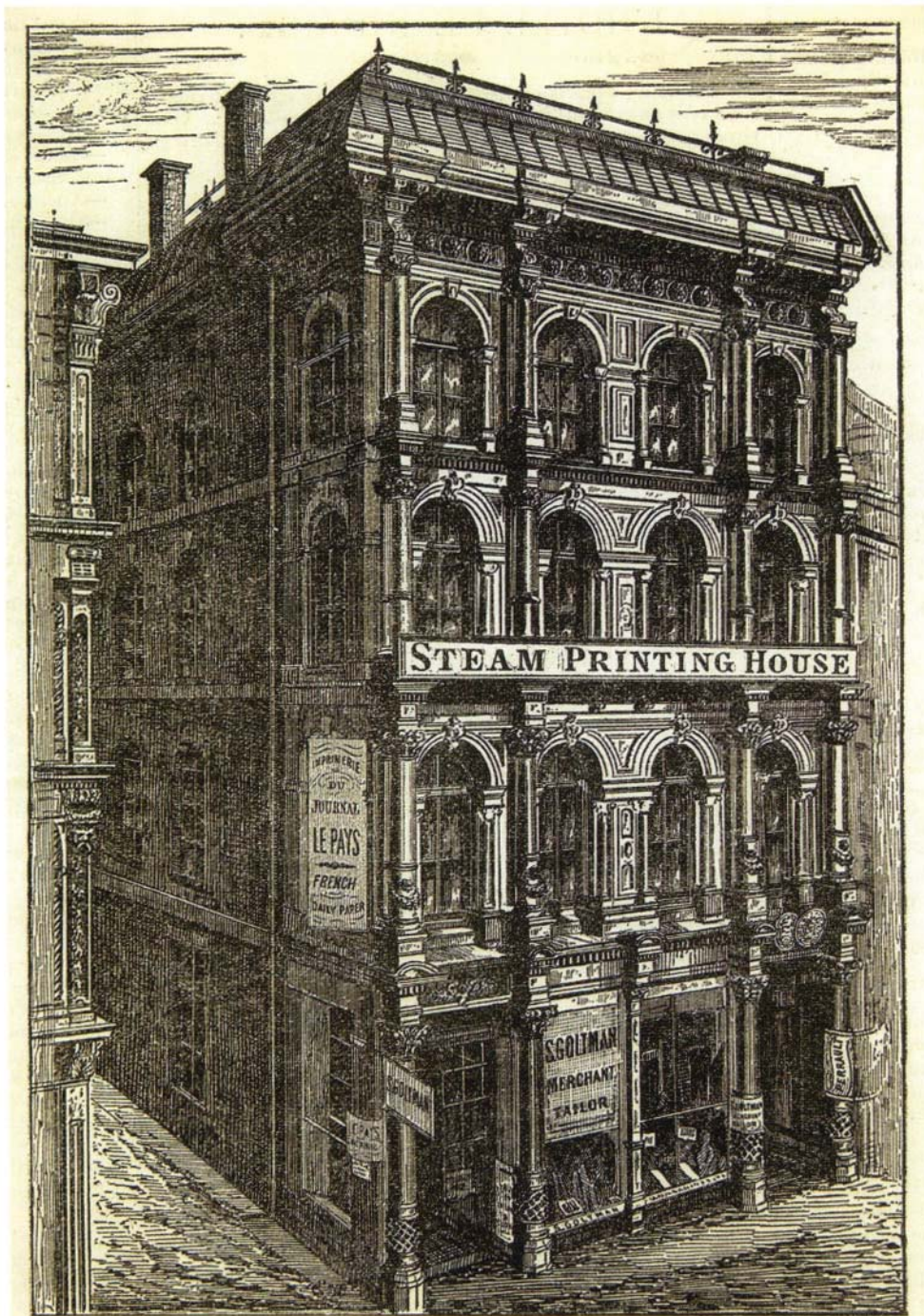
Commission des Publications :

<p>MM. Paul BONNEFON. F. BRUNOT. A. CHUGUET. R. DOUMIC. P. DE NOLHAC.</p>	<p>MM. H. OMONT. PETIT DE JULLEVILLE. E. PICOT. A. REBELLIAN. M. TOURNEUX.</p>
---	--

La Revue d'Histoire littéraire de la France, publiée par la Société d'Histoire littéraire de la France, paraît trimestrielle, parait le 15 des mois de Janvier, Avril, Juillet, Octobre. Un numéro 6 fr. Abonnement annuel (de Janvier), France, 22 fr. Colonies et Union postale, 25 fr.

Revue d'histoire littéraire de la France,
Paris, 1, 3, 1894

On y perdra bien sûr en universalité (là où le nouveau régime électronique permet une structuration normalisée et une accessibilité maximale), mais l'éclectisme, c'est-à-dire le plaisir de la différence, de la confrontation des goûts et des curiosités, y gagnera immensément. À la logique de la masse représentée par la diffusion électronique universelle s'opposera celle du groupe, élitiste et clandestin. Où l'on voit que le modèle d'avenir, pour la revue savante de prochaine génération, c'est le fanzine. Pour caricaturer un peu les choses, disons que les littéraires devront choisir entre une *Revue d'histoire littéraire de la France* électronique globalisée et *Rocambole*, lien de papier plus fort que tous les réseaux électroniques. Prenons garde toutefois que le retour au passé que je m'aventure ainsi à prophétiser n'est nullement un passéisme : il n'aura rien du culte rétrograde de ce qui a été simplement parce qu'il a été. Il sera au contraire la vraie voie de l'avenir, le seul moyen d'être attentif à la novation, aux idées et aux savoirs émergents, à ce qui se crée dans l'ombre, très loin du consensus planétaire. L'histoire des sciences nous l'a appris : les grandes idées novatrices sont d'abord une déviation locale, un pli, une erreur. Seul un microgroupe peut d'abord les accueillir. En un sens, par conséquent, affirmons-le sans crainte : l'avenir, c'est le passé.



Façade de l'imprimerie de Louis Perrault,
L'Opinion publique, Montréal, décembre 1870